

21. cooptation des fonctions publiques

Cooptation des fonctions publiques

Par Anna Von Reitz

Informations fournies à S.E. Le cardinal Mamberti et la Cour de chancellerie du Vatican concernant nos revendications, 5 mars 2005, 19 janvier 2023, en seq:

Cette partie de la Grande Fraude a commencé dans les années qui ont immédiatement suivi la soi-disant guerre civile américaine et a été l'une des actions égoïstes entreprises par les Robber Barons qui construisaient les chemins de fer à cette époque.

De nombreux groupes de hors-la-loi hantaient l'Occident américain, y compris, mais sans s'y limiter, des bandes itinérantes d'anciens soldats de l'Union et des Confédérés et des gangs de flingers professionnels et de voleurs de bétail et, bien sûr, de voleurs de train.

Les barons des chemins de fer ont utilisé leur influence sur le Congrès territorial pour obtenir de nouvelles lois leur permettant d'embaucher des sous-traitants privés, en particulier des sous-traitants de l'Agence de détective de Pinkerton, pour emprunter les chemins de fer privés aux frais publics.

Les agents de Pinkerton travaillaient comme personnel de sécurité privé sous la direction des barons des chemins de fer, mais leurs services étaient payés sur les fonds publics. Ce premier «partenariat public-privé» a servi d'exemple à de nombreux autres abus et transgressions bien pires contre la barrière naturelle entre les fonctions publiques du gouvernement et l'intérêt personnel des entreprises privées.

Les sociétés ferroviaires, toutes opérant en tant que franchises du district de Columbia Municipal Corporation, ont immédiatement profité du transfert du coût du personnel de sécurité sur le dos du grand public, tout en conservant le contrôle de ce personnel de sécurité et ont pu les diriger, mais la direction de la société a choisi. De T.E. Le point de vue de Harriman, c'était le meilleur des deux mondes: les forces de sécurité privées aux frais publics.

Nous notons que le Congrès territorial n'avait pas le pouvoir de créer des partenariats public-privé au profit de leurs copains et franchisés, mais cette pratique a proliféré et s'est poursuivie de manière non consensuelle pendant plus de cent ans, sans divulgation au grand public et à l'État. Principaux citoyens.

Au fil du temps, les sociétés municipales hébergées dans le district de Columbia ont utilisé divers moyens de tromperie et opérations sous la couleur de la loi pour convertir illégalement nos forces de maintien de la paix des comtés et des États en services répressifs privés dans le même cadre. Il s'agit de services de sécurité privés employés par des franchises de sociétés municipales faisant semblant d'être ou de «représenter» nos gouvernements de comté et les gouvernements d'État.

En tant que tel, tous les soi-disant «police d'État» et «troupes d'État» et «shérifs de comté» opérant en tant qu'agents chargés de l'application des lois ont le même statut que tout autre personnel de sécurité privé engagé par des sociétés pour garder des entrepôts ou percevoir des loyers.

Ces soi-disant «agents d'application des lois publiques» n'ont donc pas de fonction publique, pas d'autorité publique, pas de lien public, pas de serment public, pas de connaissance du droit public et pas de devoir public réel; leur seul lien avec le public est leur salaire et leur allocation d'équipement, que nous payons. Sinon, ils prennent leurs ordres des chefs de sociétés qui prennent leurs ordres d'une législature étrangère de l'État agissant en tant que conseil d'administration d'une franchise de la Municipal Corporation, par exemple, l'État de l'Arkansas.

Ce n'est pas une conjecture. La circonstance a été confirmée par de nombreuses décisions de justice dans lesquelles nous, le grand public, avons été informés que la police sur nos salaires n'a aucune obligation de nous protéger, ni de prévenir la criminalité, ni de protéger les bâtiments publics.

Apparemment, le but de tous ces agents chargés de l'application des lois est d'agir en tant que personnel de sécurité privé payé aux frais publics --- et souvent, ils sont utilisés comme des voyous effectuant des collectes de revenus illégaux et des confiscations de biens en violation du droit public et international et les articles IV et VI de chaque Constitution fédérale.

Nous souhaitons que toutes ces franchises de la Corporation municipale, ainsi que tous leurs actifs, soient légalement converties en propriété publique et placées sous la direction du gouvernement de l'État non constitué en société préservé par nos assemblées d'État.

Nous souhaitons que tous les responsables de l'application des lois soient recyclés en tant qu'agents de maintien de la paix publique, dirigés et responsables devant leurs employeurs réels.

Nous avons déjà visité les programmes "Prisons for Profit" dans lesquels ces franchises de la Municipal Corporation opérant, par exemple, "l'État de New York", construisent un nouvel établissement pénitentiaire avec des fonds publics, le dotent également de responsables de l'application des lois de fonds publics, puis, sortir et arrêter des membres de notre grand public, les dénaturer et les usurper, puis les amener aux tribunaux privés des sociétés, les incarcérer, puis facturer au trésor public un autre montant compris entre \$ 6000 et \$ 20 000 par jour pour les garder enfermés.

Nous souhaitons que toutes les personnes qui ont leur origine dans l'un des États-nations des États-Unis, qui ne sont pas des employés fédéraux, qui ont été reconnues coupables de crimes non violents, d'infractions au code et d'autres infractions réglementaires, soient libérées.

Nous souhaitons que ces prisons à but lucratif, les agences de protection de l'enfance et d'autres organisations impliquées dans l'arrestation, la détention, la mise en fourrière ou l'obstruction des mouvements de nos personnes et de notre commerce en violation des articles IV et VI des trois constitutions fédérales, en particulier les organisations qui opèrent en tant que partenariats public-privé, soient auditées et évaluées au profit du grand public de ce pays.

Ces organisations et partenariats public-privé qui manquent d'avantages substantiels au grand public, à ceux qui sont criminellement négligents ou criminellement intéressés, doivent être dissous et leurs avoirs restitués au gouvernement légal dans le cadre des réparations dues aux personnes vivantes de ce pays.

Nous souhaitons que l'administration directe de toutes les franchises de la Municipal Corporation, y compris, mais sans s'y limiter, toutes les fonctions de police et d'application de la loi, soit rendue aux personnes vivantes qui peuplent chaque État-nation de l'Union.

Délivré par: Anna Maria Riezinger, fiduciaire
États-Unis d'Amérique
En charge de: Box 520994
Big Lake, Alaska 99652

23 avril 2023

Voir cet article et plus de 4100 autres sur le site Web d'Anna ici: www.annavonreitz.com

Revision #1

Created 22 February 2025 23:32:28 by Bee

Updated 22 February 2025 23:32:28 by Bee